

---

# États financiers du Régime d'épargne-études Génération

Exercices clos les 31 mars 2026 et 2025  
(Tous les montants sont libellés en dollars canadiens)

---

---

|  |       |
|--|-------|
| Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière                   | 3     |
| Rapport de l'auditeur indépendant  | 4-5   |
| États de la situation financière   | 6     |
| États du résultat global (perte)   | 7     |
| États des variations de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires | 7     |
| Tableaux des flux de trésorerie  | 8     |
| Annexe du portefeuille   | 9-14  |
| Notes annexes  | 15-25 |
| Tableau 1 – Contrats de paiements d'aide aux études                                    | 26    |
| Tableau 2 – Rapprochement des contrats de paiements d'aide aux études                  | 27    |

---

# Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Les états financiers ci-joints du Régime d'épargne-études Génération (le « Régime ») ont été préparés par la direction et approuvés par le conseil d'administration de la Fondation fiduciaire d'épargne-études Global (la « Fondation ») et de Les actifs de croissance Global Inc. (« ACGI »). La responsabilité de l'information et des déclarations contenues dans ces états financiers incombe à la direction.

Il incombe au conseil d'administration d'examiner et d'approuver ces états financiers et de s'assurer que la direction s'acquitte adéquatement de ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière. ACGI, qui administre le Régime, maintient des procédés appropriés afin de s'assurer de la fiabilité et de la pertinence de l'information financière présentée.

Les états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) et comprennent certains montants fondés sur des estimations et des jugements. Les méthodes comptables significatives que la direction juge appropriées pour le Régime sont décrites à la note 2 des états financiers.

Notre auditeur externe pour l'exercice clos le 31 mars 2026, Baker Tilly WM LLP, a procédé à l'audit des états financiers, dont les résultats se trouvent dans le Rapport de l'auditeur indépendant. Baker Tilly WM LLP a un accès complet et indépendant au conseil d'administration pour discuter de son audit et des questions connexes.



---

Alex Manickaraj  
Chef de la direction

22 juin 2026  
Toronto (Ontario)

## Rapport de l'auditeur indépendant

Aux souscripteurs du Régime d'épargne-études Génération:

vancouver@bakertilly.ca  
[www.bakertilly.ca](http://www.bakertilly.ca)

### *Opinion*

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Régime d'épargne-études Génération (le « Régime »), qui comprennent les états de la situation financière au 31 mars 2026 et 2025, et les états du résultat global, les états des variations de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires et les tableaux des flux de trésorerie pour l'exercice clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris informations importantes sur les méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Régime au 31 mars 2026 et 2025, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes comptables IFRS.

### *Fondement de l'opinion*

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Régime conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### *Autres informations*

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations incluses dans le rapport de la direction sur le rendement du fonds.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, et rester attentif aux indications que les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

### *Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Régime à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Régime ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Régime.

### *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers*

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre:

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Régime.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Régime à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Régime à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Baker Tilly WM LLP*

Comptables professionnels agréés

Le 22 juin 2026  
Vancouver, (B.C.)

## Régime d'épargne-études Génération

### États de la situation financière

aux 31 mars 2026 et 2025

(Tous les montants sont libellés en dollars canadiens)

|  | Notes   | 2026<br>\$         | 2025<br>\$  |
|--|---------|--------------------|-------------|
| <b>Actif</b>   |         |                    |             |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie  |         | <b>18 320 863</b>  | 17 552 777  |
| Placements à la juste valeur   | 6       | <b>563 122 451</b> | 602 309 555 |
| Subventions à recevoir   | Tabl. 2 | <b>259 179</b>     | 331 408     |
| Dividendes à recevoir  |         | <b>278 736</b>     | 241 389     |
| Intérêts à recevoir  |         | <b>3 004 146</b>   | 3 431 414   |
| Somme à recevoir du Régime d'épargne-études Avancé   | 4       | <b>14 080</b>      | -           |
|  |         | <b>584 999 455</b> | 623 866 543 |
| <b>Passif</b>  |         |                    |             |
| Créditeurs   |         | <b>1 098 095</b>   | 1 041 412   |
| Somme à verser au Régime d'épargne-études Avancé   | 4       | -                  | 3 037       |
| Somme à verser à la Fondation fiduciaire d'épargne-études Global   | 4       | <b>4 273 085</b>   | 375 534     |
| Actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires   |         | <b>579 628 275</b> | 622 446 560 |
| <b>Actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires représenté par les éléments suivants :</b> |         |                    |             |
| Cotisations des souscripteurs  | 5       | <b>327 839 979</b> | 366 755 095 |
| Cumul des subventions gouvernementales   |         | <b>134 479 543</b> | 149 557 661 |
| Plus-value (moins-value) des placements  |         | <b>55 095 767</b>  | 39 495 614  |
| Revenu de placement cumulé et distribué et profits réalisés sur les placements                             |         | <b>62 212 986</b>  | 66 638 190  |
|  |         | <b>579 628 275</b> | 622 446 560 |

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration de  
la Fondation fiduciaire d'épargne-études Global et de Les actifs de croissance Global Inc.

  
 \_\_\_\_\_, administrateur  
  
 \_\_\_\_\_, administrateur  
 L. Quéd.  
 \_\_\_\_\_, administrateur

## Régime d'épargne-études Génération

### États du résultat global (perte)

Exercices clos les 31 mars 2026 et 2025

(Tous les montants sont libellés en dollars canadiens)

|   | Notes | 2026<br>\$        | 2025<br>\$        |
|---|-------|-------------------|-------------------|
| <b>Produits</b>   |       |                   |                   |
| Produits d'intérêts pour les paiements d'aide aux études  |       | 13 702 091        | 15 672 120        |
| Dividendes  |       | 3 385 153         | 3 276 079         |
| Pertes (profits) réalisé(e)s à la cession de placements   |       | 6 337 894         | (7 848 056)       |
| Variation de la plus-value latente sur les placements   |       | 15 600 153        | 44 785 588        |
|   |       | <b>39 025 291</b> | <b>55 885 731</b> |
| <b>Charges</b>  |       |                   |                   |
| Frais d'administration  | 4     | 8 751 973         | 9 141 939         |
| Honoraires d'audit  |       | 185 395           | 160 000           |
| Autres charges  |       | 34 488            | 37 715            |
| Comité d'examen indépendant   |       | 22 100            | 24 050            |
|   |       | <b>8 993 956</b>  | <b>9 363 704</b>  |
| <b>Augmentation de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires liée à l'exploitation</b> |       | <b>30 031 335</b> | <b>46 522 027</b> |

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

### États des variations de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires

Exercices clos les 31 mars 2026 et 2025

(Tous les montants sont libellés en dollars canadiens)

|   | Notes   | 2026<br>\$         | 2025<br>\$         |
|---|---------|--------------------|--------------------|
| <b>Actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires, au début de l'exercice</b>                 |         | <b>622 446 560</b> | <b>643 279 215</b> |
| <b>Augmentation de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires liée à l'exploitation</b> |         | <b>30 031 335</b>  | <b>46 522 027</b>  |
| <b>Augmentation de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires</b>                       |         |                    |                    |
| Cotisations des souscripteurs reçues, déduction faite des frais   | 5       | 22 384 675         | 27 305 802         |
| Subventions gouvernementales reçues   | Tabl. 2 | 2 860 277          | 3 779 805          |
| Subvention canadienne pour l'épargne-études (SCEE)  |         | 407 224            | 560 701            |
| Bon d'études canadien (BEC)   |         | 12 000             | 39 600             |
| Subvention pour l'épargne-études et l'épargne-formation de la Colombie-Britannique (SEEEFCB)                |         | 190 481            | -                  |
| Incitatif québécois à l'épargne-études (IQEE)   |         | 25 854 657         | 31 685 908         |
| <b>Diminution de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires</b>                         |         |                    |                    |
| Remboursement des cotisations des souscripteurs   |         | (61 299 791)       | (64 920 215)       |
| Paiements aux bénéficiaires :   |         | (18 548 100)       | (19 090 781)       |
| Subventions gouvernementales  |         | (5 721 222)        | (4 625 712)        |
| Revenu tiré des subventions gouvernementales  |         | (13 135 164)       | (10 403 882)       |
| Revenu tiré des cotisations des souscripteurs   |         | (98 704 277)       | (99 040 590)       |
| <b>Actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires à la fin de l'exercice</b>                  |         | <b>579 628 275</b> | <b>622 446 560</b> |

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

## Régime d'épargne-études Génération

### Tableaux des flux de trésorerie

Exercices clos les 31 mars 2026 et 2025

(Tous les montants sont libellés en dollars canadiens)

|  | 2026<br>\$          | 2025<br>\$    |
|--|---------------------|---------------|
| <b>Activités d'exploitation</b>  |                     |               |
| Augmentation de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires liée à l'exploitation | <b>30 031 335</b>   | 46 522 027    |
| Ajustement pour tenir compte des éléments suivants :   |                     |               |
| Variation de la plus-value latente sur les placements  | <b>(15 600 153)</b> | (44 804 434)  |
| Pertes réalisées à la cession de placements  | <b>(6 337 894)</b>  | 7 839 667     |
| Somme à verser à la Fondation fiduciaire d'épargne-études Global                                     | <b>3 897 550</b>    | (2 311 184)   |
| Subvention à recevoir  | <b>72 229</b>       | 362 055       |
| Intérêts à recevoir  | <b>427 268</b>      | 171 278       |
| Dividendes à recevoir  | <b>(37 347)</b>     | 21 523        |
| Créditeurs   | <b>56 684</b>       | (110 181)     |
| Somme à payer pour les titres achetés  | <b>(17 117)</b>     | (1 043)       |
| Somme à verser au Régime d'épargne-études Avancé   |                     |               |
| Somme à verser au gestionnaire du fonds –<br>Les actifs de croissance Global Inc.                    | -                   | 165 747       |
| Achat de placements  | <b>(88 797 296)</b> | (129 706 338) |
| Produit de la vente de placements  | <b>149 922 448</b>  | 192 493 979   |
|  | <b>73 617 707</b>   | 70 643 096    |
| <b>Activités de financement</b>  |                     |               |
| Cotisations des souscripteurs payées   | <b>(61 299 791)</b> | (64 920 215)  |
| Cotisations des souscripteurs reçues   | <b>22 384 675</b>   | 27 305 802    |
| Subventions gouvernementales reçues  | <b>3 469 982</b>    | 4 380 106     |
| Paiements d'aide aux études versés aux bénéficiaires   | <b>(37 404 487)</b> | (34 120 374)  |
|  | <b>(72 849 621)</b> | (67 354 681)  |
| Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie  | <b>768 086</b>      | 3 288 415     |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice                                       | <b>17 552 777</b>   | 14 264 362    |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b>                                | <b>18 320 863</b>   | 17 552 777    |
| Trésorerie   | <b>18 320 863</b>   | 14 561 769    |
| Équivalents de trésorerie  | -                   | 2 991 008     |
|  | <b>18 320 863</b>   | 17 552 777    |
| <b>Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie</b>                                     |                     |               |
| Intérêts reçus   | <b>14 129 359</b>   | 15 843 398    |
| Dividendes reçus   | <b>3 347 806</b>    | 3 297 602     |

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers

**Régime d'épargne-études Génération****Annexe du portefeuille (suite)**

Exercice clos le 31 mars 2026

(Tous les montants sont libellés en dollars canadiens)

|   | Valeur<br>nominale<br>\$ | Coût<br>\$        | Juste valeur<br>\$ |
|---|--------------------------|-------------------|--------------------|
| <b>Placements des cotisations des souscripteurs (67,62 %)</b>     |                          |                   |                    |
| <b>Titres de gouvernements (6,83 %)</b>                           |                          |                   |                    |
| Fiducie du Canada pour l'habitation 1,750 % 15 juin 2030          | 1 195 000                | 1 200 771         | 1 130 243          |
| Fiducie du Canada pour l'habitation 2,650 % 15 décembre 2028      | 6 455 000                | 6 649 527         | 6 401 617          |
| Fiducie du Canada pour l'habitation 3,1 % 15 juin 2028            | 5 550 000                | 5 525 969         | 5 581 960          |
| Fiducie du Canada pour l'habitation 3,6 % 15 septembre 2035       | 3 160 000                | 3 086 182         | 3 139 176          |
| Fiducie du Canada pour l'habitation 3,60 % 15 décembre 2027       | 7 665 000                | 7 799 138         | 7 763 725          |
| Gouvernement du Canada 1,000 % 1 <sup>er</sup> juin 2027          | 645 000                  | 624 387           | 632 597            |
| Gouvernement du Canada 2 % 1 <sup>er</sup> décembre 2051          | 10 650 000               | 8 403 752         | 7 405 584          |
| Gouvernement du Canada 2,750 % 1 <sup>er</sup> décembre 2048      | 5 002 000                | 5 984 380         | 4 186 824          |
| Gouvernement du Canada 3,245 % au 24 août 2027                    | 3 460 000                | 3 476 608         | 3 484 393          |
|   |                          | <u>42 750 714</u> | <u>39 726 119</u>  |
| <b>Titres de gouvernements provinciaux (13,85 %)</b>              |                          |                   |                    |
| Province de la Colombie-Britannique 2,800 % 18 juin 2048          | 1 000 000                | 921 540           | 731 590            |
| Province de la Colombie-Britannique 2,950 % 18 décembre 2028      | 2 708 000                | 3 064 928         | 2 705 779          |
| Province de la Colombie-Britannique 2,950 % 18 juin 2050          | 6 005 000                | 6 318 092         | 4 446 222          |
| Province du Manitoba 4,600 % 5 mars 2038                          | 6 645 000                | 7 620 149         | 6 857 308          |
| Province de l'Ontario 1,55 % 1 <sup>er</sup> novembre 2029        | 13 600 000               | 11 429 576        | 12 873 896         |
| Province de l'Ontario 2,800 % 2 juin 2048                         | 27 960 000               | 29 169 206        | 20 733 458         |
| Province de l'Ontario 3,500 % 2 juin 2043                         | 8 650 000                | 9 073 739         | 7 581 033          |
| Province de l'Ontario 3,75 % 2 juin 2032                          | 2 500 000                | 2 400 700         | 2 540 075          |
| Province de l'Ontario 4,700 % 2 juin 2037                         | 750 000                  | 915 025           | 788 423            |
| Province de l'Ontario 5,600 % 2 juin 2035                         | 11 665 000               | 15 384 852        | 13 227 993         |
| Province de Québec 2,750 % 1 <sup>er</sup> septembre 2027         | 6 039 000                | 6 222 522         | 6 037 671          |
| Province de Québec 5,000 % 1 <sup>er</sup> décembre 2041          | 1 462 000                | 1 844 554         | 1 537 249          |
| Province de la Saskatchewan 5,000 % 5 mars 2037                   | 427 000                  | 567 697           | 460 191            |
|   |                          | <u>94 932 580</u> | <u>80 520 888</u>  |
| <b>Titres municipaux (0,77 %)</b>                                 |                          |                   |                    |
| Ville de Montréal 4,250 % 1 <sup>er</sup> septembre 2033          | 4 360 000                | 4 343 837         | 4 496 535          |
|   |                          | <u>4 343 837</u>  | <u>4 496 535</u>   |
| <b>Titres d'institutions financières (7,66 %)</b>                 |                          |                   |                    |
| Banque de Montréal 3,190 % 1 <sup>er</sup> mars 2028              | 1 935 000                | 1 931 053         | 1 932 388          |
| Banque de Montréal 3,731 % 3 juin 2031                            | 900 000                  | 900 000           | 897 417            |
| La Banque de Nouvelle-Écosse 3,100 % 2 février 2028               | 1 945 000                | 1 931 243         | 1 939 749          |
| BCIMC Realty Corporation 3,000 % 31 mars 2027                     | 1 000 000                | 1 010 450         | 999 960            |
| Banque Canadienne Impériale de Commerce 3,65 %<br>13 janvier 2032 | 3 000 000                | 2 993 610         | 2 974 468          |
| FPI Propriétés de Choix 3,532 % 11 juin 2029                      | 750 000                  | 711 953           | 745 433            |
| CPPIB Capital Inc. 1,950 % 30 septembre 2029                      | 10 000 000               | 9 962 100         | 9 612 000          |
| CPPIB Capital Inc. 3,000 % 15 juin 2028                           | 1 450 000                | 1 442 170         | 1 451 030          |
| Great-West Lifeco Inc. 6,670 % 21 mars 2033                       | 1 505 000                | 1 967 309         | 1 725 829          |
| Banque Manuvie du Canada 4,546 % 8 janvier 2029                   | 1 500 000                | 1 508 760         | 1 544 402          |
| Banque Nationale du Canada 5,023 % 1 <sup>er</sup> juin 2029      | 1 000 000                | 1 022 280         | 1 038 830          |
| Corporation immobilière OMERS 3,628 % 5 juin 2030                 | 200 000                  | 202 762           | 200 066            |
| Banque Royale du Canada 3,572 % 9 décembre 2031                   | 800 000                  | 800 000           | 792 255            |
| Banque Royale du Canada 3,831 % 27 mars 2030                      | 5 420 000                | 5 420 000         | 5 454 610          |
| Financière Sun Life inc. 3,15 % 18 novembre 2036                  | 4 619 000                | 4 267 263         | 4 441 122          |
| Financière Sun Life inc. 4,56 % 3 décembre 2040                   | 250 000                  | 244 368           | 246 447            |
| La Banque Toronto Dominion 4,002 % 31 octobre 2030                | 3 500 000                | 3 500 000         | 3 539 030          |
| La Banque Toronto-Dominion 3,060 % 26 janvier 2032                | 5 035 000                | 5 492 279         | 5 029 210          |
|   |                          | <u>45 307 600</u> | <u>44 564 246</u>  |

**Régime d'épargne-études Génération****Annexe du portefeuille (suite)**

Exercice clos le 31 mars 2026

(Tous les montants sont libellés en dollars canadiens)

|  | Valeur<br>nominale<br>\$ | Coût<br>\$ | Juste valeur<br>\$ |
|--|--------------------------|------------|--------------------|
| <b>Titres de sociétés (13,81 %)</b>  |                          |            |                    |
| 407 International Inc. 3,600 % 21 mai 2047                                 | 2 030 000                | 1 955 117  | 1 674 750          |
| AltaGas Ltd. 5,141 % 14 mars 2034  | 205 000                  | 219 057    | 214 331            |
| Bell Canada 3,800 % 21 août 2028   | 1 935 000                | 1 896 958  | 1 943 456          |
| Brookfield Renewable Partners ULC 3,380 % 15 janvier 2030                  | 4 305 000                | 4 281 623  | 4 247 141          |
| Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada 3,200 % 31 juillet 2028   | 3 943 000                | 4 189 071  | 3 930 974          |
| Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada 3,950 % 22 septembre 2045 | 1 905 000                | 1 976 399  | 1 664 837          |
| Canadian Natural Resources Limited 4,55 % 8 février 2036                   | 1 500 000                | 1 495 500  | 1 491 240          |
| Cenovus Energy Inc. 4,6 % 20 novembre 2035                                 | 750 000                  | 750 428    | 748 289            |
| Enbridge Gas Inc. 3,510 % 29 novembre 2047                                 | 2 100 000                | 1 958 529  | 1 689 534          |
| Enbridge Inc. 4,240 % 27 août 2042   | 3 518 000                | 3 357 236  | 3 127 748          |
| Enbridge Inc., 4,35 %, 26 février 2036                                     | 1 400 000                | 1 399 776  | 1 364 264          |
| Enbridge Pipelines Inc. 4,130 % 9 août 2046                                | 2 500 000                | 2 700 650  | 2 120 225          |
| Fortis Inc. 4,171 % 9 septembre 2031                                       | 750 000                  | 759 313    | 762 053            |
| Autorité aéroportuaire du Grand Toronto 2,750 % 17 octobre 2039            | 2 200 000                | 2 196 964  | 1 777 952          |
| Honda Canada Finance Inc. 4,899 % 21 février 2029                          | 2 000 000                | 2 000 000  | 2 068 456          |
| Hydro One Inc. 4,16 % 27 janvier 2033                                      | 6 960 000                | 6 997 584  | 7 056 744          |
| Hydro One Inc. 4,89 % 13 mars 2037   | 5 395 000                | 5 432 657  | 5 582 692          |
| Hydro One Inc. 4,91 % 27 janvier 2028                                      | 2 250 000                | 2 301 075  | 2 314 238          |
| Hydro One Inc. 5,360 % 20 mai 2036   | 3 165 000                | 3 936 360  | 3 417 599          |
| Hydro One Ltd. 4,25 % 4 janvier 2035                                       | 1 500 000                | 1 499 445  | 1 508 475          |
| Hyundai Capital Canada 4,895 % 31 janvier 2029                             | 750 000                  | 757 635    | 774 897            |
| Inter Pipeline Ltd. 6,59 % 9 février 2034                                  | 500 000                  | 570 625    | 562 396            |
| Les Compagnies Loblaw limitée 4,387 % 16 juin 2035                         | 1 250 000                | 1 250 000  | 1 250 684          |
| McDonald's Corporation 4,857 % 21 mai 2031                                 | 1 200 000                | 1 200 000  | 1 254 267          |
| Metro inc. 3,390 % 6 décembre 2027   | 4 046 000                | 4 155 551  | 4 049 237          |
| NAV Canada 3,293 % 30 mars 2048  | 2 010 000                | 1 949 929  | 1 587 458          |
| Nestlé Holdings Inc. 2,192 % 26 janvier 2029                               | 1 000 000                | 999 970    | 967 330            |
| North West Redwater Partnership 2,800 % 1 <sup>er</sup> juin 2027          | 2 000 000                | 2 151 300  | 1 990 720          |
| Pembina Pipeline Corporation 3,310 % 1 <sup>er</sup> février 2030          | 2 500 000                | 2 703 350  | 2 467 025          |
| Rogers Communications Inc. 3,650 % 31 mars 2027                            | 1 670 000                | 1 865 423  | 1 674 760          |
| Telus Corporation 3,625 % 1 <sup>er</sup> mars 2028                        | 3 615 000                | 3 992 130  | 3 622 628          |
| Telus Corporation 5,25 % 15 novembre 2032                                  | 3 000 000                | 3 072 780  | 3 163 886          |
| Toronto Hydro Corporation 4,61 % 14 juin 2033                              | 2 250 000                | 2 284 245  | 2 333 408          |
| Toyota Credit Canada Inc. 4,46 % 19 janvier 2029                           | 2 250 000                | 2 253 195  | 2 306 978          |
| TransCanada Pipelines 5,33 % 12 mai 2032                                   | 2 500 000                | 2 675 923  | 2 650 100          |
| Crédit VW Canada Inc. 4,21 % 19 août 2027                                  | 900 000                  | 899 802    | 910 714            |
|  |                          | 84 085 600 | 80 271 486         |
| <b>Titres de capitaux propres (12,35 %)</b>                                |                          |            |                    |
| Mines Agnico Eagle Limitée   | 9 480                    | 668 317    | 2 676 868          |
| Alimentation Couche-Tard   | 11 637                   | 567 592    | 917 577            |
| Altius Minerals Corporation  | 21 107                   | 271 672    | 1 032 766          |
| ARC Resources Ltd.   | 38 192                   | 497 910    | 1 105 659          |
| ATS Corporation  | 10 113                   | 371 783    | 396 531            |
| Banque de Montréal   | 15 868                   | 1 750 168  | 2 989 849          |
| La Banque de Nouvelle-Écosse   | 13 003                   | 1 018 529  | 1 254 399          |
| BCE inc.   | 16 118                   | 857 607    | 565 742            |
| Brookfield Corporation   | 45 585                   | 1 422 234  | 2 569 627          |
| BRP Inc.   | 2 910                    | 262 177    | 291 000            |
| CAE inc.   | 13 192                   | 549 461    | 477 814            |
| Corporation Cameco   | 5 849                    | 329 807    | 884 837            |
| Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada                           | 11 374                   | 1 329 103  | 1 628 529          |
| Canadien Pacifique Kansas City Limitée                                     | 18 704                   | 1 225 596  | 2 047 527          |
| Canadian Natural Resources Ltd.  | 26 239                   | 660 209    | 1 780 579          |

**Régime d'épargne-études Génération****Annexe du portefeuille (suite)**

Exercice clos le 31 mars 2026

(Tous les montants sont libellés en dollars canadiens)

|   | Valeur<br>nominale<br>\$ | Coût<br>\$         | Juste valeur<br>\$ |
|---|--------------------------|--------------------|--------------------|
| <b>Titres de capitaux propres (12,35 %) (suite)</b>           |                          |                    |                    |
| Capital Power Corporation                                     | 8 811                    | 468 673            | 580 557            |
| CCL Industries Inc.   | 9 404                    | 573 270            | 819 653            |
| Cdn Natural Resources Ltd.                                    | 18 699                   | 784 316            | 1 268 914          |
| Celestica Inc.  | 1 757                    | 796 088            | 689 482            |
| CGI inc.  | 6 056                    | 546 114            | 615 895            |
| Colliers International  | 4 567                    | 551 189            | 679 250            |
| Constellation Software Inc.                                   | 322                      | 862 806            | 786 321            |
| Dollarama Inc.  | 6 149                    | 346 102            | 1 049 819          |
| Enbridge Inc.   | 35 135                   | 1 673 850          | 2 649 531          |
| Firstservice Corporation nouveau                              | 3 559                    | 672 276            | 688 738            |
| Fortis Inc.   | 7 785                    | 364 905            | 604 194            |
| Franco-Nevada Corporation                                     | 3 039                    | 411 924            | 1 046 784          |
| Fiducie de placement immobilier Granite                       | 4 637                    | 352 589            | 379 307            |
| iA Société financière inc.                                    | 4 365                    | 596 501            | 673 869            |
| Intact Corporation financière                                 | 6 470                    | 1 003 792          | 1 630 958          |
| Kinross Gold Corporation                                      | 26 888                   | 200 636            | 1 143 547          |
| Les Compagnies Loblaw limitée                                 | 24 984                   | 438 346            | 1 584 485          |
| Société financière Manuvie                                    | 19 736                   | 490 609            | 945 749            |
| Northland Power Inc.  | 33 020                   | 831 945            | 770 687            |
| Nutrien Ltd.  | 13 554                   | 887 799            | 1 423 306          |
| Onex Corporation  | 9 289                    | 807 492            | 943 019            |
| Pembina Pipeline Corporation                                  | 10 740                   | 465 489            | 668 780            |
| Power Corporation du Canada                                   | 17 195                   | 499 564            | 1 151 549          |
| Prairiesky Royalty Ltd.                                       | 29 879                   | 634 222            | 962 104            |
| Restaurant Brands International                               | 7 234                    | 558 278            | 744 668            |
| Banque Royale du Canada                                       | 28 012                   | 3 017 011          | 6 299 339          |
| Shopify Inc.  | 19 089                   | 1 651 046          | 3 150 830          |
| Financière Sun Life inc.                                      | 6 328                    | 383 267            | 551 485            |
| Suncor Énergie inc. nouveau                                   | 20 670                   | 1 175 107          | 1 901 847          |
| Corporation TC Énergie  | 26 533                   | 1 392 342          | 2 311 289          |
| Ressources Teck limitée                                       | 15 964                   | 690 816            | 1 151 005          |
| Telus Corporation   | 48 870                   | 1 227 179          | 873 796            |
| Thomson Reuters Corporation                                   | 3 499                    | 563 096            | 439 334            |
| Industries Toromont Ltée                                      | 5 152                    | 397 354            | 1 003 404          |
| La Banque Toronto-Dominion                                    | 30 932                   | 2 522 482          | 4 018 685          |
| Tourmaline Oil Corporation                                    | 6 710                    | 320 521            | 446 752            |
| Waste Connections Inc.  | 6 916                    | 843 061            | 1 563 155          |
| West Fraser Timber Company Ltd.                               | 6 584                    | 667 143            | 598 222            |
| Westshore Terminals Investment Corporation                    | 20 559                   | 437 236            | 691 399            |
| Wheaton Precious Metals Corp.                                 | 9 206                    | 702 749            | 1 681 015          |
|   |                          | <b>43 591 350</b>  | <b>71 802 027</b>  |
| <b>Fonds négociés en bourse (12,45 %)</b>                     |                          |                    |                    |
| FNB BMO S&P 500   | 592 316                  | 31 635 747         | 58 858 441         |
| iShares Core S&P U.S. Total Market Index ETF                  | 104 920                  | 3 671 820          | 6 965 639          |
| FNB indiciel S&P 500 Vanguard                                 | 57 917                   | 3 632 061          | 5 980 509          |
|   |                          | <b>38 939 628</b>  | <b>71 804 589</b>  |
| <b>Total des placements des cotisations des souscripteurs</b> |                          | <b>353 951 309</b> | <b>393 185 890</b> |

**Régime d'épargne-études Génération****Annexe du portefeuille (suite)**

Exercice clos le 31 mars 2026

(Tous les montants sont libellés en dollars canadiens)

|  | Valeur<br>nominale<br>\$ | Coût<br>\$ | Juste valeur<br>\$ |
|--|--------------------------|------------|--------------------|
| <b>Placements des subventions gouvernementales (29,23 %)</b>           |                          |            |                    |
| <b>Titres de gouvernements (2,56 %)</b>                                |                          |            |                    |
| Fiducie du Canada pour l'habitation 1,750 % 15 juin 2030               | 460 000                  | 462 261    | 435 073            |
| Fiducie du Canada pour l'habitation 2,650 % 15 décembre 2028           | 2 800 000                | 2 881 761  | 2 776 844          |
| Fiducie du Canada pour l'habitation 3,1 % 15 juin 2028                 | 2 210 000                | 2 200 431  | 2 222 727          |
| Fiducie du Canada pour l'habitation 3,6 % 15 septembre 2035            | 1 150 000                | 1 123 136  | 1 142 422          |
| Fiducie du Canada pour l'habitation 4,25 % 15 mars 2034                | 600 000                  | 641 244    | 630 026            |
| Gouvernement du Canada 2 % 1 <sup>er</sup> décembre 2051               | 4 300 000                | 3 392 660  | 2 990 048          |
| Gouvernement du Canada 2,750 % 1 <sup>er</sup> décembre 2048           | 4 039 000                | 4 954 029  | 3 380 764          |
| Gouvernement du Canada 3,245 % au 24 août 2027                         | 1 325 000                | 1 331 360  | 1 334 341          |
|  |                          | 16 986 882 | 14 912 245         |
| <b>Titres de gouvernements provinciaux (6,07 %)</b>                    |                          |            |                    |
| Province de la Colombie-Britannique 2,950 % 18 décembre 2028           | 1 052 000                | 1 190 659  | 1 051 137          |
| Province de la Colombie-Britannique 2,950 % 18 juin 2050               | 2 490 000                | 2 624 166  | 1 843 646          |
| Province du Manitoba 4,600 % 5 mars 2038                               | 2 661 000                | 3 056 306  | 2 746 019          |
| Province de l'Ontario 1,55 % 1 <sup>er</sup> novembre 2029             | 4 200 000                | 3 529 722  | 3 975 762          |
| Province de l'Ontario 2,800 % 2 juin 2048                              | 12 890 000               | 13 527 638 | 9 558 451          |
| Province de l'Ontario 3,500 % 2 juin 2043                              | 3 875 000                | 3 989 943  | 3 396 128          |
| Province de l'Ontario 3,75 % 2 juin 2032                               | 1 500 000                | 1 440 420  | 1 524 045          |
| Province de l'Ontario 4,700 % 2 juin 2037                              | 375 000                  | 458 355    | 394 211            |
| Province de l'Ontario 5,600 % 2 juin 2035                              | 6 220 000                | 8 203 496  | 7 053 418          |
| Province de Québec 2,750 % 1 <sup>er</sup> septembre 2027              | 2 670 000                | 2 752 891  | 2 669 413          |
| Province de Québec 5,000 % 1 <sup>er</sup> décembre 2041               | 833 000                  | 1 049 730  | 875 875            |
| Province de la Saskatchewan 5,000 % 5 mars 2037                        | 192 000                  | 255 264    | 206 924            |
|  |                          | 42 078 590 | 35 295 029         |
| <b>Titres municipaux (0,86 %)</b>                                      |                          |            |                    |
| Ville de Montréal 4,250 % 1 <sup>er</sup> septembre 2033               | 1 730 000                | 1 723 587  | 1 784 176          |
| Municipal Finance Authority of British Columbia 2,5 %<br>19 avril 2026 | 3 215 000                | 3 044 284  | 3 215 193          |
|  |                          | 4 767 871  | 4 999 369          |
| <b>Titres d'institutions financières (3,66 %)</b>                      |                          |            |                    |
| Banque de Montréal 3,190 % 1 <sup>er</sup> mars 2028                   | 910 000                  | 908 144    | 908 772            |
| Banque de Montréal 3,731 % 3 juin 2031                                 | 450 000                  | 450 000    | 448 709            |
| La Banque de Nouvelle-Écosse 3,100 % 2 février 2028                    | 915 000                  | 908 509    | 912 530            |
| La Banque de Nouvelle-Écosse 4,68 % 1 <sup>er</sup> février 2029       | 700 000                  | 699 783    | 721 862            |
| BCIMC Realty Corporation 3,000 % 31 mars 2027                          | 1 000 000                | 992 890    | 999 960            |
| Banque Canadienne Impériale de Commerce 3,65 %<br>13 janvier 2032      | 1 000 000                | 997 870    | 991 489            |
| FPI Propriétés de Choix 3,532 % 11 juin 2029                           | 750 000                  | 711 953    | 745 433            |
| CPIB Capital Inc. 1,950 % 30 septembre 2029                            | 4 500 000                | 4 482 945  | 4 325 400          |
| CPIB Capital Inc. 3,000 % 15 juin 2028                                 | 550 000                  | 547 610    | 550 391            |
| Great-West Lifeco Inc. 6,670 % 21 mars 2033                            | 695 000                  | 908 530    | 796 977            |
| Banque Manuvie du Canada 4,546 % 8 janvier 2029                        | 750 000                  | 754 380    | 772 201            |
| Banque Nationale du Canada 5,023 % 1 <sup>er</sup> juin 2029           | 600 000                  | 613 368    | 623 298            |
| Corporation immobilière OMERS 3,628 % 5 juin 2030                      | 100 000                  | 101 381    | 100 033            |
| Banque Royale du Canada 3,572 % 9 décembre 2031                        | 500 000                  | 500 000    | 495 159            |
| Banque Royale du Canada 3,831 % 27 mars 2030                           | 2 500 000                | 2 500 000  | 2 515 964          |
| Financière Sun Life inc. 3,15 % 18 novembre 2036                       | 1 535 000                | 1 418 110  | 1 475 887          |
| Financière Sun Life inc. 4,56 % 3 décembre 2040                        | 125 000                  | 122 184    | 123 224            |
| La Banque Toronto Dominion 4,002 % 31 octobre 2030                     | 1 750 000                | 1 750 000  | 1 769 515          |
| La Banque Toronto-Dominion 3,060 % 26 janvier 2032                     | 2 013 000                | 2 195 821  | 2 010 685          |
|  |                          | 21 563 478 | 21 287 489         |

**Régime d'épargne-études Génération****Annexe du portefeuille (suite)**

Exercice clos le 31 mars 2026

(Tous les montants sont libellés en dollars canadiens)

|   | Valeur<br>nominale<br>\$ | Coût<br>\$ | Juste valeur<br>\$ |
|---|--------------------------|------------|--------------------|
| <b>Titres de sociétés (6,06 %)</b>  |                          |            |                    |
| 407 International Inc. 3,600 % 21 mai 2047                                    | 935 000                  | 900 574    | 771 375            |
| AltaGas Ltd. 5,141 % 14 mars 2034   | 105 000                  | 112 200    | 109 779            |
| Bell Canada 3,800 % 21 août 2028  | 910 000                  | 892 109    | 913 977            |
| Brookfield Renewable Partners ULC 3,380 % 15 janvier 2030                     | 1 752 000                | 1 742 497  | 1 728 453          |
| Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada 3,200 %<br>31 juillet 2028   | 1 608 000                | 1 706 960  | 1 603 096          |
| Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada 3,950 %<br>22 septembre 2045 | 895 000                  | 928 545    | 782 167            |
| Canadian Natural Resources Limited 4,55 % 8 février 2036                      | 675 000                  | 672 975    | 671 058            |
| Cenovus Energy Inc. 4,6 % 20 novembre 2035                                    | 500 000                  | 500 285    | 498 859            |
| Enbridge Gas Inc. 3,510 % 29 novembre 2047                                    | 970 000                  | 904 652    | 780 404            |
| Enbridge Inc. 4,240 % 27 août 2042  | 1 416 000                | 1 343 518  | 1 258 923          |
| Enbridge Inc., 4,35 %, 26 février 2036  | 700 000                  | 699 888    | 682 132            |
| Enbridge Pipelines Inc. 4,130 % 9 août 2046                                   | 1 000 000                | 1 075 412  | 848 090            |
| Fortis Inc. 4,171 % 9 septembre 2031  | 230 000                  | 232 757    | 233 696            |
| Autorité aéroportuaire du Grand Toronto 2,750 %<br>17 octobre 2039            | 1 020 000                | 1 018 592  | 824 323            |
| Honda Canada Finance Inc. 4,899 % 21 février 2029                             | 1 000 000                | 1 000 000  | 1 034 228          |
| Hydro One Inc. 4,16 % 27 janvier 2033   | 2 585 000                | 2 598 959  | 2 620 932          |
| Hydro One Inc. 4,89 % 13 mars 2037  | 2 149 000                | 2 164 000  | 2 223 764          |
| Hydro One Inc. 4,91 % 27 janvier 2028   | 750 000                  | 767 025    | 771 413            |
| Hydro One Inc. 5,360 % 20 mai 2036  | 1 258 000                | 1 584 882  | 1 358 401          |
| Hydro One Ltd. 4,25 % 4 janvier 2035  | 800 000                  | 799 704    | 804 520            |
| Hyundai Capital Canada 4,895 % 31 janvier 2029                                | 750 000                  | 757 635    | 774 897            |
| Inter Pipeline Ltd. 6,59 % 9 février 2034                                     | 250 000                  | 285 313    | 281 198            |
| Les Compagnies Loblaw limitée 4,387 % 16 juin 2035                            | 600 000                  | 600 000    | 600 328            |
| McDonald's Corporation 4,857 % 21 mai 2031                                    | 585 000                  | 585 000    | 611 455            |
| Metro inc. 3,390 % 6 décembre 2027  | 1 644 000                | 1 689 243  | 1 645 315          |
| NAV Canada 3,293 % 30 mars 2048   | 930 000                  | 902 235    | 734 495            |
| Nestlé Holdings Inc. 2,192 % 26 janvier 2029                                  | 500 000                  | 499 985    | 483 665            |
| North West Redwater Partnership 2,800 % 1 <sup>er</sup> juin 2027             | 1 000 000                | 1 075 650  | 995 360            |
| Pembina Pipeline Corporation 3,310 % 1 <sup>er</sup> février 2030             | 1 000 000                | 1 081 340  | 986 810            |
| Rogers Communications Inc. 3,650 % 31 mars 2027                               | 785 000                  | 876 861    | 787 237            |
| Telus Corporation 3,625 % 1 <sup>er</sup> mars 2028                           | 1 465 000                | 1 618 364  | 1 468 091          |
| Telus Corporation 5,25 % 15 novembre 2032                                     | 1 000 000                | 1 024 260  | 1 054 629          |
| Toronto Hydro Corporation 4,61 % 14 juin 2033                                 | 800 000                  | 812 176    | 829 656            |
| Toyota Credit Canada Inc. 4,46 % 19 janvier 2029                              | 1 250 000                | 1 251 775  | 1 281 654          |
| TransCanada Pipelines 5,33 % 12 mai 2032                                      | 1 600 000                | 1 712 939  | 1 696 064          |
| Crédit VW Canada Inc. 4,21 % 19 août 2027                                     | 500 000                  | 499 890    | 505 952            |
|   |                          | 36 918 200 | 35 256 396         |
| <b>Titres de capitaux propres (4,96 %)</b>                                    |                          |            |                    |
| Mines Agnico Eagle Limitée  | 3 817                    | 268 942    | 1 077 806          |
| Alimentation Couche-Tard  | 4 671                    | 228 572    | 368 308            |
| Altius Minerals Corporation   | 8 473                    | 109 098    | 414 584            |
| ARC Resources Ltd.  | 15 344                   | 200 082    | 444 209            |
| ATS Corporation   | 4 059                    | 149 218    | 159 153            |
| Banque de Montréal  | 6 373                    | 704 982    | 1 200 800          |
| La Banque de Nouvelle-Écosse  | 5 234                    | 413 825    | 504 924            |
| BCE inc.  | 6 487                    | 344 618    | 227 694            |
| Brookfield Corporation  | 18 329                   | 574 645    | 1 033 206          |
| BRP Inc.  | 1 168                    | 105 233    | 116 800            |
| CAE inc.  | 5 295                    | 220 548    | 191 785            |
| Corporation Cameco  | 2 355                    | 132 848    | 356 264            |
| Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada                              | 4 573                    | 538 588    | 654 762            |
| Canadian Natural Resources Limited  | 18 057                   | 580 569    | 1 225 348          |
| Compagnie de chemins de fer nationaux du Canada                               | 7 520                    | 496 935    | 823 215            |

## Régime d'épargne-études Génération

### Annexe du portefeuille (suite)

Exercice clos le 31 mars 2026

(Tous les montants sont libellés en dollars canadiens)

|  | Valeur<br>nominale<br>\$ | Coût<br>\$         | Juste valeur<br>\$ |
|--|--------------------------|--------------------|--------------------|
| <b>Titres de capitaux propres (4,96 %) (suite)</b>   |                          |                    |                    |
| Capital Power Corporation  | 3 547                    | 188 483            | 233 712            |
| CCL Industries Inc.  | 3 775                    | 230 498            | 329 029            |
| Celestica Inc.   | 707                      | 319 706            | 277 441            |
| CGI inc.   | 2 431                    | 220 682            | 247 233            |
| Colliers International   | 1 833                    | 221 154            | 272 622            |
| Constellation Software Inc.  | 131                      | 351 714            | 319 901            |
| Dollarama Inc.   | 2 480                    | 140 306            | 423 410            |
| Enbridge Inc.  | 14 129                   | 672 948            | 1 065 468          |
| Firstservice Corporation nouveau   | 1 428                    | 269 783            | 276 347            |
| Fortis Inc.  | 3 134                    | 146 858            | 243 230            |
| Franco-Nevada Corporation  | 1 220                    | 166 068            | 420 229            |
| Fiducie de placement immobilier Granite  | 1 861                    | 141 511            | 152 230            |
| iA Société financière inc.   | 1 752                    | 239 427            | 270 474            |
| Intact Corporation financière  | 2 593                    | 402 368            | 653 644            |
| Kinross Gold Corporation   | 10 823                   | 80 031             | 460 302            |
| Les Compagnies Loblaw limitée  | 10 040                   | 176 315            | 636 737            |
| Société financière Manuvie   | 7 938                    | 199 936            | 380 389            |
| Northland Power Inc.   | 13 255                   | 334 292            | 309 372            |
| Nutrien Ltd.   | 5 449                    | 357 466            | 572 199            |
| Onex Corporation   | 3 729                    | 324 505            | 378 568            |
| Pembina Pipeline Corporation   | 4 323                    | 187 252            | 269 193            |
| Power Corporation du Canada  | 6 902                    | 200 516            | 462 227            |
| Prairiesky Royalty Ltd.  | 11 994                   | 252 434            | 386 207            |
| Restaurant Brands International  | 2 904                    | 224 180            | 298 938            |
| Banque Royale du Canada  | 11 251                   | 1 217 508          | 2 530 125          |
| Shopify Inc.   | 7 679                    | 663 597            | 1 267 495          |
| Financière Sun Life inc.   | 2 548                    | 154 398            | 222 058            |
| Suncor Énergie inc. nouveau  | 8 307                    | 473 297            | 764 327            |
| Corporation TC Énergie   | 10 658                   | 558 610            | 928 418            |
| Ressources Teck limitée  | 6 413                    | 277 199            | 462 378            |
| Telus Corporation  | 19 617                   | 492 609            | 350 752            |
| Thomson Reuters Corporation  | 1 404                    | 225 961            | 176 286            |
| Industries Toromont Itée   | 2 068                    | 159 740            | 402 764            |
| La Banque Toronto-Dominion   | 12 437                   | 1 014 255          | 1 615 815          |
| Tourmaline Oil Corporation   | 2 701                    | 128 975            | 179 833            |
| Waste Connections Inc.   | 2 770                    | 338 320            | 626 076            |
| West Fraser Timber Company Ltd.  | 2 643                    | 267 816            | 240 143            |
| Westshore Terminals Investment Corporation   | 8 253                    | 175 227            | 277 548            |
| Wheaton Precious Metals Corp.  | 3 702                    | 283 022            | 675 985            |
|  |                          | <b>17 547 670</b>  | <b>28 857 963</b>  |
| <b>Fonds négociés en bourse (5,04 %)</b>   |                          |                    |                    |
| FNB BMO S&P 500  | 242 823                  | 12 938 152         | 24 129 322         |
| iShares Core S&P U.S. Total Market Index ETF   | 42 096                   | 1 473 615          | 2 794 753          |
| FNB indiciel S&P 500 Vanguard  | 23 281                   | 1 461 529          | 2 403 995          |
|  |                          | <b>15 873 296</b>  | <b>29 328 070</b>  |
| <b>Total des placements des subventions<br/>gouvernementales</b>   |                          |                    |                    |
|  |                          | <b>155 735 987</b> | <b>169 936 561</b> |
| Total des placements des cotisations des souscripteurs et des<br>subventions gouvernementales (en 96,85 %) |                          | 509 687 296        | 563 122 451        |
| Trésorerie (en 3,15 %)   |                          | 18 320 863         | 18 320 863         |
| Équivalents de trésorerie (en 0 %)   |                          | -                  | -                  |
|  |                          | <b>528 008 159</b> | <b>581 443 314</b> |

# Régime d'épargne-études Génération

## Notes annexes

Exercices clos les 31 mars 2026 et 2025

(tous les montants sont libellés en dollars canadiens)

---

### 1. Organisation et généralités

Le Régime d'épargne-études Génération (le « Régime ») a été établi le 14 octobre 1998. Il a été administré par la Fondation fiduciaire d'épargne-études Global (la « Fondation ») jusqu'au 28 septembre 2010. La Fondation est un organisme sans but lucratif constitué sans capital social, en vertu des lois du Canada. Elle continue d'être le promoteur du Régime. La Fondation a choisi de retenir les services de Les actifs de croissance Global Inc. (« ACGI ») à titre d'administrateur et de gestionnaire du fonds de placement du Régime. Le siège social et le principal établissement du Régime sont situés au 100 Mural Street, bureau 201, Richmond Hill (Ontario) L4B 1J3.

Le Régime fournit de l'aide financière pour l'éducation postsecondaire aux bénéficiaires désignés dans le cadre de contrats de paiements d'aide aux études (les « contrats de PAE »). La Fondation et ACGI sont sous gestion et contrôle communs.

La Fondation a fait approuver un spécimen du contrat de PAE par l'Agence du revenu du Canada (l'« ARC ») de sorte que les contrats de PAE des souscripteurs puissent être soumis à l'ARC en leur nom par la Fondation aux fins d'inscription à titre de régime enregistré d'épargne-études (« REEE »). Le Régime du souscripteur sera un régime d'épargne-études et non un REEE tant que les conditions de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) (la « LIR ») ne seront pas remplies et enregistrées.

Les souscripteurs du Régime concluent des contrats de PAE avec la Fondation. Aux termes d'un contrat de PAE, le souscripteur achète des parts du Régime. Le souscripteur autorise la Fondation à déduire des frais liés à la prestation des services requis pour le maintien du Régime, comme il est stipulé dans le prospectus. À l'échéance, les paiements sont versés au bénéficiaire, conformément aux modalités du contrat de PAE. Les paiements d'aide aux études sont payés à partir du revenu tiré des cotisations du souscripteur.

La publication des états financiers du Régime a été autorisée par le conseil d'administration de la Fondation et de ACGI le 22 juin 2026.

### 2. Mode de présentation et méthodes comptables significatives

#### *Mode de présentation*

Les présents états financiers ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »).

Les présents états financiers ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation et établis au coût historique, à l'exception de certains actifs financiers qui ont été présentés à la juste valeur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière, comme il est décrit ci-dessous.

#### *Méthodes comptables significatives*

##### a) Normes comptables publiées récemment mais non encore en vigueur

Le Régime n'a pas encore adopté certaines nouvelles normes, modifications et interprétations de normes existantes, comme il est décrit ci-après, qui ont été publiées, mais qui ne sont en vigueur que pour les périodes de présentation de l'information financière ouvertes du Régime à compter du 1<sup>er</sup> avril 2026 ou des périodes ultérieures.

##### Norme IFRS 18 *États financiers : présentation et informations à fournir*

En avril 2024, l'IASB a publié la norme IFRS 18 *États financiers : présentation et informations à fournir*. Cette norme vise à améliorer l'uniformité et la clarté de la présentation des états financiers et des informations à fournir en donnant des directives à jour sur la structure et le contenu des états financiers. Les principales modifications portent sur le renforcement des exigences en matière de présentation de la performance financière, de la situation financière et des flux de trésorerie, ainsi que sur la fourniture d'information supplémentaire visant à améliorer la transparence et la comparabilité. En outre, la norme IFRS 18 exige que les entités classent les revenus et les charges en cinq catégories, dont trois sont nouvelles (« exploitation », « investissement » et « financement »), ainsi que les catégories « impôt sur le revenu » et « activités abandonnées ». La nouvelle norme définit des exigences détaillées pour le classement des revenus et des charges dans chaque catégorie. Ces modifications sont applicables aux exercices ouverts du Régime à compter du 1<sup>er</sup> avril 2027. Le Régime évalue actuellement l'impact qu'aura l'adoption de la norme IFRS 18 sur ses états financiers.

## Régime d'épargne-études Génération

### Notes annexes

Exercices clos les 31 mars 2026 et 2025

(tous les montants sont libellés en dollars canadiens)

---

## 2. Mode de présentation et méthodes comptables significatives (suite)

### a) Normes comptables récemment adoptées (suite)

Clarification de la norme IFRS 9 Instruments financiers

La norme IFRS 9 exige que les entités comptabilisent les actifs et les passifs financiers lorsqu'elles deviennent parties aux conditions contractuelles et qu'elles les évaluent initialement à la juste valeur, ajustée des coûts de transaction directement attribuables, le cas échéant. La norme est clarifiée afin de fournir de meilleures directives sur la décomptabilisation des passifs financiers, qui peut avoir une incidence sur les processus de rapprochement bancaire, en raison de l'échelonnement des paiements sur les passifs financiers par rapport au règlement effectif de ces dettes. Cette clarification peut entraîner une modification du calendrier de décomptabilisation des passifs financiers dans les situations où des paiements électroniques sont en cause, applicable aux exercices ouverts du Régime à partir du 1<sup>er</sup> avril 2026. Le Régime évalue actuellement l'impact qu'aura l'adoption de cette clarification de la norme IFRS 9 sur ses états financiers.

### b) *Instruments financiers*

#### i. *Comptabilisation*

Le Régime comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état de la situation financière lorsqu'il devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Les actifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur et sont décomptabilisés lorsque le Régime a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à leur propriété ou lorsque les flux de trésorerie arrivent à expiration. Les passifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur et décomptabilisés lorsque l'obligation précisée au contrat est acquittée, annulée ou échue.

La radiation d'un actif financier (ou d'une partie de celui-ci) constitue un événement de décomptabilisation. Il y a radiation lorsque le Régime n'a aucune attente raisonnable de récupérer les flux de trésorerie contractuels d'un actif financier (ou d'une partie de celui-ci).

#### ii. *Classement et évaluation*

Le Régime détermine la classification de ses instruments financiers lors de leur comptabilisation initiale. Les actifs financiers et les passifs financiers sont classés selon les catégories d'évaluation suivantes :

- Ceux qui seront évalués ultérieurement à la juste valeur par le biais du résultat net ou par le biais des autres éléments du résultat global;
- Ceux qui seront évalués ultérieurement au coût amorti.

Le classement et l'évaluation des actifs financiers après leur comptabilisation initiale à la juste valeur dépendent du modèle économique suivi pour la gestion des actifs financiers et des modalités contractuelles des flux de trésorerie. Les actifs financiers dont la détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de percevoir les flux de trésorerie contractuels et dont les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû sont généralement évalués au coût amorti à chaque période de présentation de l'information financière ultérieure.

## Régime d'épargne-études Génération

### Notes annexes

Exercices clos les 31 mars 2026 et 2025

(tous les montants sont libellés en dollars canadiens)

---

## 2. Mode de présentation et méthodes comptables significatives (suite)

### b) Instruments financiers (suite)

Tous les autres actifs financiers sont évalués à leur juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière ultérieure, les variations étant comptabilisées par le biais du résultat net ou des autres éléments du résultat global (cette désignation étant faite comme un choix irrévocable au moment de la comptabilisation).

Après la comptabilisation initiale à la juste valeur, les actifs financiers et les passifs financiers sont classés et évalués à l'une ou l'autre valeur :

- Coût amorti;
- À la juste valeur par le biais du résultat net, si le Régime a fait un choix irrévocable au moment de la comptabilisation ou lorsque cela est nécessaire (pour des éléments comme les instruments détenus à des fins de transaction ou les dérivés);
- À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, lorsque la variation de la juste valeur est attribuable aux variations du risque de crédit du Régime.

Le Régime reclasse les actifs financiers uniquement lorsque le modèle économique qu'il suit pour les gérer change. Les passifs financiers ne sont pas reclassés.

Les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un actif financier ou d'un passif financier classé et ultérieurement évalué par le coût amorti ou la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont inclus dans la juste valeur de l'instrument lors de sa comptabilisation initiale. Les coûts de transaction liés aux actifs financiers et aux passifs financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés comme produit ou charge.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les placements sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les subventions à recevoir, les dividendes à recevoir, les intérêts à recevoir, les crédettes et les sommes à verser/recevoir au/du Régime d'épargne-études Avancé, à la Fondation fiduciaire d'épargne-études Global et au gestionnaire du fonds, soit Les actifs de croissance Global Inc. et les actifs nets attribuables aux souscripteurs et aux bénéficiaires sont classés au coût amorti.

### d) Compensation

Les actifs et passifs financiers sont compensés, et le montant net est présenté dans les états de la situation financière lorsqu'il existe un droit exécutoire en vertu de la loi de compenser ces montants et qu'il y a une intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Aucun montant n'a été compensé à ce titre dans les états de la situation financière.

### e) Dépréciation d'actifs financiers

Le Régime évalue toutes les informations disponibles, y compris, de manière prospective, les pertes de crédit attendues liées aux actifs financiers comptabilisés au coût amorti. La méthode de dépréciation appliquée dépend de l'existence ou non d'une augmentation importante du risque de crédit. Pour évaluer s'il y a une augmentation importante du risque de crédit, le Régime compare le risque de défaillance sur l'actif à la date de clôture avec le risque de défaillance à la date de la comptabilisation initiale en se fondant sur toutes les informations disponibles ainsi que sur des informations prospectives raisonnables et justifiables. Si, à la date de clôture, le risque de crédit n'a pas augmenté de façon importante depuis la comptabilisation initiale, le Régime évalue la correction de valeur pour pertes à un montant correspondant aux créances irrécouvrables attendues pour les 12 mois à venir. Étant donné la nature à court terme et la qualité de crédit supérieure des créances, le Régime a déterminé que les corrections de valeur pour pertes de crédit attendues ne sont pas significatives.

## Régime d'épargne-études Génération

### Notes annexes

Exercices clos les 31 mars 2026 et 2025

(tous les montants sont libellés en dollars canadiens)

---

## 2. Mode de présentation et méthodes comptables significatives (suite)

### f) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les dépôts bancaires et les actifs financiers très liquides dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois à compter de la date d'acquisition et qui sont soumis à un risque négligeable de variation de leur juste valeur.

### g) Impôt sur le résultat

Le Régime est exonéré d'impôt en vertu de l'article 146.1 de la LIR.

### h) Actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires

L'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires est un passif financier lié à un contrat unique, et le Régime en fait la description détaillée dans une note annexe des états financiers, selon son utilisation (cotisations des souscripteurs, comptes de PAE ou subventions gouvernementales).

### i) Cotisations des souscripteurs

Les cotisations des souscripteurs comprennent toutes les sommes reçues des souscripteurs et n'incluent pas les sommes à recevoir à l'égard des parts souscrites, étant donné que les souscripteurs peuvent mettre fin à leur régime en tout temps. Puisque les cotisations sont payables à vue, les montants sont comptabilisés à leur valeur nominale à titre d'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires. La Fondation déduit des cotisations versées par les souscripteurs les frais de souscription, les frais de tenue de compte, les frais pour services spéciaux, s'il y a lieu, et les primes d'assurance, conformément aux modalités du prospectus. Se reporter à la note 5 pour obtenir de plus amples renseignements.

### j) Subventions gouvernementales

Le gouvernement fédéral encourage l'épargne en vue de l'éducation postsecondaire en versant une subvention canadienne d'épargne-études (« SCEE ») en sus des cotisations aux REEE effectuées après 1997 pour les enfants de moins de 18 ans. La SCEE maximale correspond à un paiement de 20 % des cotisations versées à un REEE, au nom d'un enfant désigné, jusqu'à concurrence de 2 500 \$ (avant 2007, le plafond était de 2 000 \$) par année par bénéficiaire. Depuis 2004, une SCEE supplémentaire peut être ajoutée. Celle-ci est fondée sur des cotisations annuelles versées à un REEE d'un montant maximal de 500 \$ et est calculée selon un taux de 10 % ou de 20 %, moyennant l'admissibilité basée sur le revenu familial net. Le montant maximal pour la durée de la SCEE est de 7 200 \$; avant 2007, le plafond était de 7 000 \$. À l'échéance d'un contrat de PAE et moyennant le respect de certains critères établis par le gouvernement fédéral, les cotisations de la SCEE ainsi que le revenu de placement cumulé correspondant s'ajouteront aux paiements d'aide aux études versés aux étudiants admissibles.

Chaque enfant né le 1<sup>er</sup> janvier 2004 ou après cette date est admissible au programme Bon d'études canadien (« BEC ») pour chaque année où sa famille a droit au supplément de la Prestation nationale pour enfants (la « PNE »), jusqu'à l'année de son 15<sup>e</sup> anniversaire de naissance, inclusivement. Un BEC initial de 500 \$ sera versé pour la première année d'admissibilité, et les montants ultérieurs seront de 100 \$ versés au nom de chaque enfant, pour chaque année au cours de laquelle la famille a droit au supplément de la PNE, jusqu'à l'année du 15<sup>e</sup> anniversaire de naissance de l'enfant, inclusivement. Les versements maximaux du BEC s'élèvent à 2 000 \$ par enfant.

Le gouvernement du Québec offre aux résidents de la province l'incitatif québécois à l'épargne-études (l'« IQEE »), qui est disponible pour les cotisations versées à compter du 21 février 2007 dans un REEE pour un enfant bénéficiaire résidant au Québec. Le crédit de base correspond à 10 % des cotisations nettes versées dans l'année, jusqu'à concurrence de 250 \$ pour chaque bénéficiaire admissible. Le total des paiements maximaux s'élève à 3 600 \$ à vie par bénéficiaire admissible. Les familles dont le revenu annuel correspond au seuil établi par la province peuvent recevoir une majoration de 10 % de la tranche initiale de 500 \$ des cotisations au REEE jusqu'à concurrence de 50 \$ dans l'IQEE. Les seuils de revenu familial sont indexés pour tenir compte de l'inflation et font l'objet d'un examen annuel par Revenu Québec.

## Régime d'épargne-études Génération

### Notes annexes

Exercices clos les 31 mars 2026 et 2025

(tous les montants sont libellés en dollars canadiens)

---

## 2. Mode de présentation et méthodes comptables significatives (suite)

### *j) Subventions gouvernementales (suite)*

En 2015, le gouvernement de la Colombie-Britannique a mis sur pied la nouvelle Subvention pour l'épargne-études et l'épargne-formation de la Colombie-Britannique (la « SEEEFCEB »), qui est offerte à chaque bénéficiaire résident né le 1<sup>er</sup> janvier 2007 ou après cette date. Lorsque le bénéficiaire atteint l'âge de six ans, la province de la Colombie-Britannique dépose 1 200 \$ dans son REEE. Pour être admissible à la SEEEFCEB, le souscripteur doit ouvrir le REEE et soumettre une demande de SEEEFCEB dans les délais suivants :

- i) avant le 15 août 2018 si l'enfant est né en 2007 ou en 2008;
- ii) avant le 15 août 2018 si l'enfant est né entre le 1<sup>er</sup> janvier 2009 et le 15 août 2009; ou
- iii) avant le neuvième anniversaire de naissance du bénéficiaire s'il est né le 16 août 2009 ou après cette date.

Le bénéficiaire et le parent ayant la garde ou le tuteur légal doivent être des résidents de la Colombie-Britannique lorsqu'ils présentent la demande de SEEEFCEB, cette dernière devant être soumise entre le sixième et le neuvième anniversaire de naissance du bénéficiaire. Aucune cotisation de contrepartie ni cotisation additionnelle n'est requise.

Les subventions gouvernementales sont comptabilisées lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'elles seront reçues et que toutes les conditions qui y sont associées seront respectées. Les subventions gouvernementales reçues ou à recevoir par le Régime à l'égard d'un bénéficiaire sont comptabilisées comme des augmentations directes de l'actif net, sont investies par le Régime et seront ultimement versées au bénéficiaire lorsque celui-ci sera admissible aux PAE. Il peut arriver dans certaines circonstances, comme lorsqu'un souscripteur annule sa souscription au Régime, que la subvention soit comptabilisée à titre de réduction de subvention accumulée au moment du remboursement.

## 3. Estimations et jugements comptables critiques

Dans le cadre de la préparation d'états financiers conformes aux normes IFRS, la direction doit établir des estimations comptables déterminantes et formuler des jugements qui ont une incidence sur le montant des actifs, des passifs, des produits et des charges présentés au cours de l'année. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées et dans toute période ultérieure visée par les révisions.

Les principaux jugements et les principales estimations comptables du Régime dans le cadre de la préparation des états financiers sont présentés ci-dessous :

### *Détermination de la juste valeur des placements*

Dans le cadre de l'évaluation des instruments financiers détenus par le Régime, les estimations les plus importantes consistent à déterminer la juste valeur des actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, qui se situent à un niveau autre que le niveau 1 de la hiérarchie des justes valeurs. La détermination de la juste valeur des actifs financiers qui ne sont pas cotés en Bourse exige des estimations fondées sur les cours publiés qui sont basés sur le cours acheteur fourni par plusieurs courtiers, à un moment aussi rapproché que possible de la fin de l'exercice.

## Régime d'épargne-études Génération

### Notes annexes

Exercices clos les 31 mars 2026 et 2025

(tous les montants sont libellés en dollars canadiens)

#### 4. Transactions entre parties liées

Une personne ou une entité est liée au Régime si elle exerce un contrôle, un contrôle conjoint ou une influence notable sur le Régime ou si elle est membre de la haute direction du Régime. Au cours de l'exercice, le Régime a conclu les transactions suivantes avec des parties liées :

- a. En contrepartie des services d'administration fournis, le Régime verse à l'administrateur (ACGI) des frais d'administration correspondant à 1,95 % par année de l'actif visé par les contrats de PAE conclus après le 27 janvier 2016. En ce qui a trait aux actifs du Régime lié aux contrats de PAE conclus avant le 27 janvier 2016, le Régime verse à l'administrateur des frais d'administration correspondant à 1,20 % par année.
- b. Les sommes à recevoir du Régime comprennent une somme de 14 080 \$ (3 037 \$ à payer en 2025) à recevoir du Régime d'épargne-études Avancé et le Régime doit à la Fondation une somme de 4 273 085 \$ (375 534 \$ en 2025) à l'égard des frais perçus auprès des souscripteurs et des frais d'administration.

#### 5. Cotisations des souscripteurs

Les variations des cotisations des souscripteurs pour les exercices clos les 31 mars 2026 et 2025 s'établissent comme suit :

|   | <b>31 mars 2026</b> | 31 mars 2025 |
|---|---------------------|--------------|
|   | <b>\$</b>           | \$           |
| Solde au début de l'exercice  | <b>366 755 095</b>  | 404 369 509  |
| Cotisations des souscripteurs   | <b>23 898 226</b>   | 29 088 273   |
| Frais de souscription   | <b>(278 992)</b>    | (369 149)    |
| Frais de tenue de compte  | <b>(817 744)</b>    | (1 001 207)  |
| Primes d'assurance  | <b>(108 181)</b>    | (143 010)    |
| Frais pour services spéciaux  | <b>(308 634)</b>    | (269 106)    |
| Retraits de capital lors de la résiliation<br>ou du remboursement des cotisations | <b>(61 299 791)</b> | (64 920 215) |
| Solde à la fin de l'exercice  | <b>327 839 979</b>  | 366 755 095  |

#### 6. Juste valeur des instruments financiers

Les évaluations de la juste valeur sont classées selon la hiérarchie des justes valeurs (soit les niveaux 1, 2 et 3). Les instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés dans un des trois niveaux de hiérarchie des justes valeurs, en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble. Les données d'entrée ou méthodes utilisées dans l'évaluation des titres n'indiquent pas nécessairement le niveau de risque lié aux placements dans ces titres.

La hiérarchie des justes valeurs se compose des trois niveaux suivants :

Niveau 1 – Évaluation fondée sur les cours acheteurs (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 – Données d'entrée concernant l'actif ou le passif, autres que les cours du marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, qui sont observables directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix).

Niveau 3 – Données d'entrée importantes concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas basées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Les actifs et les passifs financiers du Régime classés et évalués au coût amorti sont de nature à court terme et, par conséquent, leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable.

## Régime d'épargne-études Génération

### Notes annexes

Exercices clos les 31 mars 2026 et 2025

(tous les montants sont libellés en dollars canadiens)

#### 6. Juste valeur des instruments financiers (suite)

Le tableau suivant présente les instruments financiers du Régime évalués à la juste valeur, classés selon la hiérarchie des justes valeurs :

|  | Niveau 1           | Niveau 2           | Niveau 3 | 2026               |
|--|--------------------|--------------------|----------|--------------------|
|  | \$                 | \$                 | \$       | Total              |
|  |                    |                    |          | \$                 |
| Actifs évalués à la juste valeur au 31 mars 2026 |                    |                    |          |                    |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie          | <b>18 320 863</b>  | —                  | —        | <b>18 320 863</b>  |
| Placements – titres à revenu fixe                | —                  | <b>361 329 802</b> | —        | <b>361 329 802</b> |
| Placements – titres de capitaux propres          | <b>201 792 649</b> | —                  | —        | <b>201 792 649</b> |
|  | <b>220 113 512</b> | <b>361 329 802</b> | —        | <b>581 443 314</b> |

  

|  | Niveau 1    | Niveau 2    | Niveau 3 | 2025        |
|--|-------------|-------------|----------|-------------|
|  | \$          | \$          | \$       | Total       |
|  |             |             |          | \$          |
| Actifs évalués à la juste valeur au 31 mars 2025 |             |             |          |             |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie          | 14 561 769  | 2 991 008   | —        | 17 552 777  |
| Placements – titres à revenu fixe                | —           | 432 932 920 | —        | 432 932 920 |
| Placements – titres de capitaux propres          | 169 376 635 | —           | —        | 169 376 635 |
|  | 183 938 404 | 435 923 928 | —        | 619 862 332 |

En ce qui concerne les instruments financiers classés au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs, le Régime obtient des données sur les prix de la plateforme de recherche sur les obligations de l'Organisme canadien de réglementation des investissements (« OCRI »), lesquelles sont tirées de transactions individuelles sur le marché secondaire déclarées par les courtiers membres de l'OCRI, les marchés et les intermédiaires entre courtiers sur obligations et les banques. Aucun instrument financier n'a été transféré entre les niveaux au cours des exercices clos les 31 mars 2026 et 2025.

## Régime d'épargne-études Génération

### Notes annexes

Exercices clos les 31 mars 2026 et 2025

(tous les montants sont libellés en dollars canadiens)

---

#### 7. Gestion du risque lié au capital

Le capital du Régime est constitué des composantes de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires selon les états de la situation financière, qui s'établissait à 579 628 275 \$ au 31 mars 2026 (622 446 560 \$ au 31 mars 2025). Le Régime est dans l'obligation de rembourser les cotisations des souscripteurs à l'échéance des placements ou à la fin du Régime, ainsi que de verser des paiements d'aide aux études avec les revenus de placements, les subventions et le revenu tiré des subventions. Le Régime s'efforce d'investir les cotisations des souscripteurs et les subventions gouvernementales reçues de manière appropriée, tout en maintenant des liquidités suffisantes pour honorer ses obligations à l'égard des souscripteurs. Les objectifs et les méthodes de gestion du capital du Régime n'ont pas changé par rapport à l'exercice précédent.

#### 8. Gestion des risques

Dans le cours normal des activités, le Régime peut être exposé à une variété de risques découlant des instruments financiers. L'exposition du Régime à de tels risques est concentrée dans ses avoirs investis et est liée au risque de marché (qui inclut le risque de taux d'intérêt, d'autres risques de prix, et le risque de change), au risque de crédit et au risque de liquidité.

Les mesures de gestion des risques du Régime comprennent le contrôle de la conformité à la politique de placement du Régime. Le Régime gère l'incidence de ces risques financiers sur la performance du portefeuille du Régime en faisant appel à des conseillers de portefeuille professionnels externes et en supervisant leurs prestations de services. Les conseillers de portefeuille surveillent régulièrement les positions du Régime et les activités du marché afin de gérer le portefeuille de placements en respectant les limites imposées par la politique de placement.

##### a. *Risque de marché*

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. Les conseillers du portefeuille du Régime tentent de réduire ces risques en faisant une révision périodique des conditions du marché et du rendement du portefeuille, ainsi qu'en apportant les changements nécessaires au portefeuille conformément aux objectifs de placement du Régime. La direction a repéré trois principaux facteurs de risque de marché : le risque de taux d'intérêt lié au portefeuille de titres à revenu fixe, l'autre risque de prix lié aux titres de capitaux propres et le risque de change lié aux fluctuations des taux de change attribuables aux fonds négociés en bourse (« FNB ») cotés sur le marché canadien et ayant une exposition aux actions américaines. L'approche du Régime en matière de gestion du risque de marché n'a pas changé de façon importante par rapport à l'exercice précédent.

##### i. *Risque de taux d'intérêt*

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de la trésorerie futurs liés à un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Il existe un rapport inverse entre la fluctuation des taux d'intérêt et les variations de la juste valeur des titres à revenu fixe. Ce risque est activement géré au moyen de stratégies comme la gestion de la durée, l'analyse de la courbe de rendement, et la sélection des secteurs d'activité et du crédit. Le risque lié aux fluctuations des taux d'intérêt pour la trésorerie et les placements à court terme est réduit en raison de la nature à court terme de ces instruments.

## Régime d'épargne-études Génération

### Notes annexes

Exercices clos les 31 mars 2026 et 2025

(tous les montants sont libellés en dollars canadiens)

## 8. Gestion du risque (*suite*)

### a. Risque de marché (*suite*)

#### i. Risque de taux d'intérêt

Le tableau ci-dessous résume l'exposition du Régime au risque de taux d'intérêt selon la durée résiduelle jusqu'à l'échéance, au 31 mars 2026 et au 31 mars 2025 :

|                  | 31 mars 2026 | 31 mars 2025 |
|------------------|--------------|--------------|
|                  | %            | %            |
| Moins de 1 an    | 0,9          | 1,5          |
| De 1 an à 3 ans  | 26,5         | 22,0         |
| De 3 ans à 5 ans | 15,7         | 25,3         |
| Plus de 5 ans    | 56,9         | 51,2         |
|                  | <b>100,0</b> | <b>100,0</b> |

Au 31 mars 2026, la direction estimait que si les taux d'intérêt en vigueur avaient augmenté ou diminué de 1 % (1 % au 31 mars 2025), le portefeuille de placements de titres de créance aurait augmenté ou diminué d'environ 24,2 M\$ (29,9 M\$ au 31 mars 2025). Cette variation de 1 % présume un changement parallèle dans la courbe de rendement, toutes les autres variables demeurant constantes. Dans les faits, les résultats de négociation réels pourraient différer de façon significative.

#### ii. Autre risque de prix

L'autre risque de prix est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent à la suite des variations des prix du marché autres que des variations causées par le taux d'intérêt et le risque de change. La catégorie d'actifs du FNB la plus touchée par l'autre risque de prix représente 17,1 % (14,4 % au 31 mars 2025) du portefeuille, et les titres de capitaux propres représentent 16,9 % (12,9 % au 31 mars 2025) du portefeuille. Le risque est géré au moyen de la sélection des titres et d'une gestion active de la part des gestionnaires externes conformément aux politiques de placement et aux mandats des gestionnaires qui ont été approuvés.

Au 31 mars 2026, si les prix des indices sous-jacents avaient augmenté ou diminué de 1 %, toutes les autres variables demeurant constantes, le montant du portefeuille de placements aurait augmenté ou diminué d'environ 1 846 332 \$ (1 685 755 \$ au 31 mars 2025). Dans les faits, les résultats de négociation réels pourraient différer grandement.

#### iii. Risque de change

Le risque de change s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de la trésorerie futurs liés à un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des monnaies étrangères. Le Régime détient des FNB cotés sur les marchés canadiens comportant une exposition sous-jacente à des titres américains libellés en dollars américains, lesquels représentent 16 % (13,2 % au 31 mars 2025) du portefeuille. La juste valeur du total des placements du Régime aurait augmenté ou diminué d'environ 927 500 \$ (819 400 \$ au 31 mars 2025) si le taux de change du dollar américain s'était déprécié ou apprécié de 1 %. Dans les faits, la variation réelle pourrait différer de façon significative.

## Régime d'épargne-études Génération

### Notes annexes

Exercices clos les 31 mars 2026 et 2025

(tous les montants sont libellés en dollars canadiens)

## 8. Gestion du risque (*suite*)

### b. *Risque de crédit*

Le risque de crédit s'entend du risque qu'une partie à un instrument financier manque à une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Le portefeuille du Régime comprend des obligations émises ou garanties par les gouvernements fédéral et provinciaux ainsi que des titres de créance d'institutions financières canadiennes qui constituent son exposition la plus importante au risque de crédit.

Les titres de créance sont investis conformément aux restrictions et pratiques normales en matière de placement de l'Instruction générale 15 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Le Régime concentre ses placements dans les obligations garanties du gouvernement du Canada et des gouvernements provinciaux, qui sont considérées par la direction comme des placements de haute qualité de crédit, ce qui atténue le risque de crédit. Tous les titres à revenu fixe du Régime sont exposés au risque de crédit.

Aux 31 mars 2026 et 2025, le risque de crédit du Régime lié aux titres de créance à long terme s'établissait comme suit :

|                                  | 31 mars 2026<br>% | 31 mars 2025<br>% |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|
| Notations des obligations        |                   |                   |
| AAA (élevée)/AAA/AA (élevée)/AAL | 31,2              | 38,7              |
| AA/A (élevée)/A/AL               | 56,9              | 49,9              |
| BBB/BB/BBB (élevée)/BBB (faible) | 11,9              | 11,4              |
|                                  | <b>100,0</b>      | 100,0             |

Les notations ci-dessus ont été principalement fournies par l'agence de notation Dominion Bond Rating Service. Les sources secondaires utilisées incluent Moody's Investors Service et Standard & Poor's. L'approche du Régime en matière de gestion du risque de crédit n'a pas changé de façon importante par rapport à l'exercice précédent.

### c. *Risque de liquidité*

Le risque de liquidité s'entend du risque que le Régime éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers qui sont réglés par la remise de trésorerie ou d'un autre actif financier. Afin d'atténuer ce risque, le Régime conserve suffisamment de fonds en caisse et d'équivalents de trésorerie et investit principalement dans des titres qui sont négociés sur des marchés actifs et peuvent être facilement vendus afin de répondre aux besoins de liquidités attendues. L'exposition du Régime au risque de liquidité est concentrée dans le remboursement du capital aux souscripteurs et le paiement des PAE à partir de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires; ces remboursements et paiements s'effectuent sur demande. Les autres passifs financiers sont tous exigibles dans un délai d'un mois.

L'approche du Régime en matière de gestion du risque de liquidité n'a pas changé de façon importante par rapport à l'exercice précédent.

## Régime d'épargne-études Génération

### Notes annexes

Exercices clos les 31 mars 2026 et 2025

(tous les montants sont en dollars canadiens)

---

#### 9. Commission des valeurs mobilières de l'Ontario

Le 10 mars 2020, ACGI, La Corporation REÉÉ Global et Sam Bouji, l'unique actionnaire de ACGI et de La Corporation REÉÉ Global, ont conclu avec la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (« CVMO ») une entente de règlement (l'« entente », l'« entente de règlement » ou l'« ordonnance »), qui est assujettie à certaines conditions, dont les suivantes :

- i) La Corporation REÉÉ Global entamera le processus de renonciation à son inscription à titre de courtier en régimes de bourses d'études. Elle a consenti à la suspension immédiate de son inscription durant le processus et remis au personnel un consentement signé à cet effet;
- ii) ACGI a ouvert un compte bancaire en son nom aux fins exclusives du dédommagement des bénéficiaires ayant reçu des paiements insuffisants, comme il est décrit dans l'entente de règlement, qui sera détenu de façon distincte des actifs de ACGI auprès d'une institution financière canadienne dans un compte en fiducie désigné pour les bénéficiaires ayant reçu des paiements insuffisants (le compte à usage particulier);
- iii) M. Bouji a payé la somme de 190 000 \$ à la CVMO relativement aux coûts prévus dans l'entente.

ACGI n'agira pas comme gestionnaire de fonds de placement pour un autre fonds de placement que le Fonds Iman de Global et les régimes de Global (le Régime d'épargne-études Génération et le Régime d'épargne-études Avancé). De plus, il est interdit à ACGI de distribuer des parts des régimes de Global, sous réserve de certaines exceptions précisées dans l'ordonnance.

Jusqu'à ce que La Corporation REÉÉ Global et ACGI aient effectué tous les paiements au compte à usage particulier à la satisfaction du gestionnaire de la CVMO, ACGI ne peut pas, sans le consentement écrit préalable du personnel :

- i) réduire son capital de quelque façon que ce soit, y compris par le rachat ou l'annulation de ses actions;
- ii) réduire ou rembourser la dette d'un administrateur, d'un dirigeant, d'un associé, d'un actionnaire, d'une société liée ou d'une entreprise associée ni toute autre dette subordonnée;
- iii) effectuer, directement ou indirectement, des paiements sous forme de prêt, d'avance, de prime, de dividende, de remboursement de capital ou de toute autre distribution d'actifs à un administrateur, à un dirigeant, à un associé, à un actionnaire, à une société liée ou à une entreprise associée.

Les conditions ci-dessus ayant été remplies au 31 mars 2023, les contrôles des fonds propres ne s'appliquent plus.

Sous réserve des lois applicables aux biens non réclamés, si ACGI, bien qu'elle ait pris toutes les mesures raisonnables pour y arriver, n'a pas réussi à localiser un ou plusieurs bénéficiaires ayant reçu des paiements insuffisants cinq ans après la date de l'ordonnance, le total des montants dus à ces bénéficiaires sera versé à l'organisme Passeport pour ma réussite.

Le 19 décembre 2025, les modalités imposées à ACGI et à REEEG ont été levées par la CVMO.

#### 10. Événements postérieurs

Après la date de présentation de l'information financière, le Régime a subi une brèche de cybersécurité qui a entraîné un accès non autorisé au système des PAE. À la suite de cet incident, le Régime a subi une perte financière d'environ 85 000 \$.

La direction a pris des mesures immédiates pour contenir la violation, renforcer les mesures de sécurité et atténuer tout autre risque. Selon les renseignements disponibles, le Régime ne croit pas que cet événement aura une incidence importante sur ses activités courantes, au-delà de la perte constatée.

## Régime d'épargne-études Génération

### Notes annexes

Exercices clos les 31 mars 2026 et 2025

(tous les montants sont en dollars canadiens)

### Tableau 1 – Contrats de paiements d'aide aux études

| Année<br>d'admissibilité | Nombre de<br>parts en<br>circulation | Montant du<br>capital et du<br>revenu cumulé | Subventions<br>gouvernementales<br>et revenu cumulé | Total              |
|--------------------------|--------------------------------------|--|---|--------------------|
|                          | #                                    | \$   | \$  | \$                 |
| 2000                     | 4                                    | 4 291  | 813   | 5 104              |
| 2001                     | 4                                    | 4 331  | 740   | 5 071              |
| 2002                     | -                                    | -  | 46  | 46                 |
| 2003                     | 51                                   | 23 053                                       | 5 318   | 28 371             |
| 2004                     | 199                                  | 55 776                                       | 6 043   | 61 819             |
| 2005                     | 259                                  | 122 462                                      | 29 711  | 152 173            |
| 2006                     | 380                                  | 141 150                                      | 33 170  | 174 320            |
| 2007                     | 843                                  | 222 394                                      | 53 383  | 275 777            |
| 2008                     | 780                                  | 210 880                                      | 56 165  | 267 045            |
| 2009                     | 975                                  | 274 797                                      | 95 939  | 370 736            |
| 2010                     | 1 256                                | 408 782                                      | 137 122   | 545 904            |
| 2011                     | 1 809                                | 667 421                                      | 206 344   | 873 765            |
| 2012                     | 2 764                                | 849 399                                      | 251 620   | 1 101 019          |
| 2013                     | 3 707                                | 1 090 970                                    | 370 401   | 1 461 371          |
| 2014                     | 5 708                                | 1 472 665                                    | 459 305   | 1 931 970          |
| 2015                     | 7 596                                | 2 127 523                                    | 669 117   | 2 796 640          |
| 2016                     | 8 819                                | 2 355 712                                    | 793 685   | 3 149 397          |
| 2017                     | 13 538                               | 3 685 667                                    | 1 109 840   | 4 795 507          |
| 2018                     | 17 080                               | 3 979 342                                    | 1 299 592   | 5 278 934          |
| 2019                     | 17 611                               | 4 901 114                                    | 1 446 976   | 6 348 090          |
| 2020                     | 20 935                               | 6 083 192                                    | 1 741 099   | 7 824 291          |
| 2021                     | 24 638                               | 6 543 259                                    | 1 877 854   | 8 421 113          |
| 2022                     | 35 761                               | 9 729 986                                    | 3 630 007   | 13 359 993         |
| 2023                     | 52 881                               | 14 656 864                                   | 5 270 361   | 19 927 225         |
| 2024                     | 72 816                               | 22 785 860                                   | 7 541 499   | 30 327 359         |
| 2025                     | 102 339                              | 34 632 065                                   | 11 116 021  | 45 748 086         |
| 2026                     | 141 690                              | 67 200 043                                   | 18 160 291  | 85 360 334         |
| 2027                     | 130 062                              | 60 027 763                                   | 16 522 658  | 76 550 421         |
| 2028                     | 117 839                              | 50 156 018                                   | 14 046 256  | 64 202 274         |
| 2029                     | 106 322                              | 42 444 879                                   | 12 075 397  | 54 520 276         |
| 2030                     | 90 727                               | 32 807 056                                   | 9 631 926   | 42 438 982         |
| 2031                     | 78 488                               | 26 316 164                                   | 7 743 691   | 34 059 855         |
| 2032                     | 61 287                               | 18 417 977                                   | 5 551 474   | 23 969 451         |
| 2033                     | 42 731                               | 11 383 967                                   | 3 484 597   | 14 868 564         |
| 2034                     | 37 576                               | 9 990 384                                    | 2 716 663   | 12 707 047         |
| 2035                     | 28 098                               | 6 401 673                                    | 1 798 246   | 8 199 919          |
| 2036                     | 20 262                               | 4 022 461                                    | 1 149 858   | 5 172 319          |
| 2037                     | 9 429                                | 1 598 955                                    | 459 807   | 2 058 762          |
| 2038                     | 154                                  | 25 654                                       | 4 112   | 29 766             |
| <b>31 mars 2026</b>      | <b>1 257 418</b>                     | <b>447 821 949</b>                           | <b>131 547 147</b>                                  | <b>579 369 096</b> |
| 31 mars 2025             | 1 413 439                            | 439 884 757                                  | 182 230 395   | 622 115 152        |

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

## Régime d'épargne-études Génération

### Notes annexes

Exercices clos les 31 mars 2026 et 2025

(tous les montants sont en dollars canadiens)

**Tableau 2 – Rapprochement des contrats de paiements d'aide aux études**

|   | Nombre de<br>contrats à<br>l'ouverture | Contrats<br>entrants | Contrats<br>sortants | Nombre de<br>contrats à la<br>clôture |
|---|--|----------------------|----------------------|---------------------------------------|
| Le tableau suivant présente un<br>sommaire des contrats de<br>paiements d'aide aux études |  |                      |                      |                                       |
| <b>2026</b>   | <b>26 655</b>                          | —                    | <b>4 931</b>         | <b>21 724</b>                         |
| 2025  | 32 153                                 | —                    | 5 498                | 26 655                                |

Le tableau suivant présente un rapprochement du tableau 1  
et des états de la situation financière

Montant total du capital, des subventions gouvernementales et  
du revenu cumulé (tableau 1)

Représentés dans les états de la situation financière par les éléments suivants :

Cotisations des souscripteurs

Cumul des subventions gouvernementales

Plus-value (moins-value) latente des placements

Revenu de placement cumulé et distribué et profits réalisés sur les placements

Moins : subventions gouvernementales à recevoir

| <b>2026</b>        | 2025        |
|--------------------|-------------|
| \$                 | \$          |
| <b>579 369 096</b> | 622 115 152 |
| <b>327 839 979</b> | 366 755 095 |
| <b>134 479 543</b> | 149 557 661 |
| <b>55 095 767</b>  | 39 495 614  |
| <b>62 212 986</b>  | 66 638 190  |
| <b>579 628 275</b> | 622 446 560 |
| <b>259 179</b>     | 331 408     |
| <b>579 369 096</b> | 622 115 152 |

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.